

Moi, la politique, vous savez...!

"Moi je ne fais pas de politique". "Ici on ne fait pas de politique". "La politique, c'est pas propre!" "La politique, ça divise!" "La politique, c'est une affaire d'hommes, c'est une affaire de spécialistes"

Ainsi, beaucoup de gens, aujourd'hui comme hier, méprisent la politique.

Pour d'autres, au contraire, il n'y a que cela qui compte, ils s'engagent totalement au service d'un parti, ils se lancent à fond dans une critique radicale de la société.

On ne peut vivre sans politique

Nous voudrions bien vivre dans un monde où tout irait bien, où aucun humain n'aurait faim, où chacun serait reconnu et aimé, où il n'y aurait plus d'injustice... c'est un rêve!

Dans le monde, il y a du désordre, de l'injustice, du mensonge, de l'oppression, de la haine, de l'égoïsme. Comment vivre ensemble dans un monde pareil?

C'est impossible sans la politique. C'est vite fait de se plaindre de la délinquance des jeunes, mais il faut que soient décidées quelque part la mise en place de comités de protection de la jeunesse et la mise à la disposition des jeunes de plaines de jeux et de plaines de sports.

Il est facile de dénoncer la minimisation des femmes dans la société, mais il faut un lieu où soient élaborées des lois qui leur permettent d'être des citoyennes à part entière.

Comment obtenir que les poubelles communales passent chaque semaine plutôt qu'une fois tous les quinze jours?

Qui décidera qu'à tel endroit, il y aura un passage protégé qui évitera des accidents de circulation?

Pour que les gens puissent vivre ensemble, il faut des institutions, des lois, des décrets, des règlements. Il faut pour cela des hommes et des femmes qui assument un rôle de responsables dans les décisions politiques.

Il faut aussi que l'ensemble des citoyens prennent leurs responsabilités. A eux de formuler des requêtes et des exigences, de stimuler et de critiquer, à eux de rappeler aux détenteurs du pouvoir que la règle suprême, c'est l'homme.

La religion a-t-elle quelque chose à voir avec la politique?

Cette question rappelle de bien mauvais souvenirs. Autrefois, chez nous, des responsables d'Eglise intervenaient au moment des élections pour dire aux chrétiens pour quel parti il fallait voter. Parfois, aujourd'hui comme autrefois, ce sont des laïcs engagés dans la politique qui voudraient faire cautionner par les Evêques ou par l'Evangile, leurs options, leur interventions, leurs décisions. Ce n'est pas mieux! Les chrétiens doivent inventer leur politique et agir sous leur propre responsabilité et sur base d'une réflexion sérieuse.

Il n'y a pas de politique chrétienne.

Si nous parlons de relance économique, de politique de revenus, des plans de secteurs, des fusions de communes, de la paix et de la sécurité européenne, du sous-développement..., il est inutile de chercher dans l'Evangile des solutions concrètes.

Cela va de soi! Pour construire la société, pour l'aménager ou la transformer, il faut s'informer, faire des analyses sérieuses, connaître les hommes, avoir conscience du poids du passé et de contraintes qui ne sont pas toujours logiques et rationnelles.

Il n'y a pas "une" politique qui serait chrétienne à l'exclusion de toutes les autres.

Il n'y a pas "un" type de société qui serait chrétien à l'exclusion de tous les autres.

Il n'y a pas "un" parti, "un" mouvement qui seraient chrétiens à l'exclusion de tous les autres.

La foi et l'Evangile ne débouchent de droit dans aucune forme de politique précise.

Et cependant, les chrétiens ne peuvent pas faire n'importe quoi en politique, car il y a une pratique chrétienne de la politique.

Le chrétien pouvait-il être hitlérien ou stalinien ? Un chrétien du Chili peut-il adhérer à la politique de Pinochet?

Le chrétien a-t-il le droit de se taire lorsqu'un pouvoir politique pratique la torture ou n'accorde pas à des inculpés le droit d'être défendus normalement par un avocat de leur choix?

Le chrétien peut-il s'accommoder d'une société ou de situations:
où l'argent a plus d'importance que l'homme;
où sont rejetés ceux qui ne sont plus ce que la machine attend d'eux: être jeune, être homme, être en bonne santé;
où ceux qui travaillent sont soumis à des cadences ou des conditions de travail inhumaines;
où les travailleurs ne sont que de purs exécutants... ou les victimes de décisions qui sont prises par des responsables inaccessibles, réunis en conseil d'administration, parfois à des milliers de km de distance!

Certes, les évêques doivent éviter les ingérences dans la politique. Et pourtant, il y a des situations où leur silence serait grave.

En 1936, le cardinal Van Roey, archevêque de Malines, est intervenu publiquement avant les élections d'avril, en proclamant : "le rexisme est un danger pour la patrie et pour l'Eglise". Leon Degrelle a perdu les élections et notre pays a sans doute évité un régime fasciste.

En 1964, Paul VI a proclamé solennellement à l'assemblée générale de l'ONU, "Plus jamais la guerre"

Des évêques se prononcent aujourd'hui face à l'objection de conscience, au commerce des armes, aux situations de crise.

Toutes ces prises de position comportent une part de contingence et de risque d'erreur. Ils doivent accepter le risque de susciter, dans la communauté des chrétiens ou ailleurs, des interpellations.

Il y a beaucoup de situations, pour eux comme pour les laïcs, où se taire c'est prendre parti, où le silence est complicité avec le désordre et l'injustice.

S'il est possible aux chrétiens de s'exprimer à travers des choix politiques différents, aucun chrétien ne peut, sans trahir sa foi, agir à l'encontre d'exigences qui découlent en droite ligne de l'Évangile du Christ auquel il prétend adhérer.

En conclusion, la politique est une des dimensions de la foi chrétienne.

Il n'est pas possible d'être chrétien si l'on ne cherche pas à rencontrer Jésus-Christ.

Il n'est pas possible d'être chrétien sans aimer ses frères, sans s'ouvrir au monde. Il est impossible de faire l'expérience de Dieu sans entrer en relation de solidarité et d'amour avec les autres.

L'Église catholique doit probablement réfléchir sur ses propres modèles d'engagement, dans la société en général, et dans la politique en particulier.

Modèles englobant, appuyés sur le religieux comme élément déterminant de l'identité personnelle?

Cherchons plutôt du côté de modèles "ouverts" où l'identité croyante soit facteur de cohérence entre des identités diversifiées : une cohérence intérieure où l'expérience spirituelle et créativité sociale se répondent.

André MONNOM
"tu es un Dieu qui libère"
Vie Féminine - Février 1976

et aujourd'hui, pour nous, la politique :
c'est quoi ?, c'est qui ?, c'est où ?
quelles sont nos priorités ?
L'Évangile est-il notre "programme" ?
Sommes-nous en "campagne" ?